

Madame, Monsieur

A compter du 1^{er} novembre 2009, la réglementation découlant de la Directive européenne sur les services de paiements s'applique en France en vertu de l'ordonnance n°2009-866 du 15 juillet 2009. Son objectif est d'harmoniser et de faciliter les pratiques entre les Etats-membres de l'Espace Economique Européen (EEE)¹,

Elle règlemente les services de paiement définis à l'article L 314-1 nouveau du Code monétaire et financier qui sont principalement **les opérations de virement, de prélèvement et de monétique** (les chèques et les effets de commerce sont exclus). Les opérations concernées sont celles effectuées en euros ou dans une monnaie d'un Etat-membre de l'EEE.

L'application de ces nouvelles mesures intervient :

- Sur l'exécution des opérations :
 - Les délais d'exécution des virements émis jusqu'au crédit du bénéficiaire sont désormais encadrés dans des délais maxima :
 - Les ordres de virement en euros émis vers un compte situé dans l'EEE sont exécutés dans un délai maximum de trois jours ouvrables (un jour ouvrable à compter du 1^{er} janvier 2012) à compter de leur réception. Ce délai est porté à quatre jours ouvrables (deux jours ouvrables à compter du 1^{er} janvier 2012) pour les ordres émis sur un support papier.
 - Les ordres de virement émis vers un compte situé dans l'EEE dans une devise de l'un des Etats-membre autre que l'Euro sont exécutés dans un délai maximum de quatre jours ouvrables à compter de leur réception.
 - Les ordres de virement émis vers un compte situé hors de l'EEE ainsi que les ordres de virement émis dans une devise n'appartenant pas à l'un des Etats-membre sont effectués dans les meilleurs délais compte tenu des spécificités de l'opération.
 - Tout ordre de virement reçu un jour non ouvrable est réputé reçu le jour ouvrable suivant pour le calcul des délais d'exécution précisés ci-dessus.
 - Tout virement dont la date d'exécution est prévue un jour non ouvrable sera exécuté le jour ouvrable suivant.
 - La liste des jours ouvrables est disponible sur www.ca-cotesdarmor.fr, ainsi qu'auprès de votre agence.
 - En cas de refus d'exécution par la banque d'un virement ou d'un prélèvement, la banque vous informe du motif du refus, sauf interdiction légale.

.../...

1 Pays de l'Espace Economique Européen (EEE) : Union Européenne + Islande, Liechtenstein, Norvège

Sur la facturation et jours de valeurs :

- Les jours de valeur sont supprimés sur les opérations visées par l'Ordonnance d'application de la Directive, effectuées à l'intérieur ou en dehors de l'EEE, en euros ou dans une monnaie d'un Etat membre.
- Pour vos virements émis vers un compte situé dans l'EEE en euros ou dans une devise d'un Etat-membre ne nécessitant pas de conversion monétaire, la banque et le prestataire de service de paiement du bénéficiaire prélèvent chacun leurs propres frais sans qu'il vous soit possible de donner des instructions contraires.
- Vos oppositions sur une carte bancaire ou à un prélèvement deviennent gratuites, conformément au choix opéré par notre établissement.

La nouvelle plaquette tarifaire intégrant ces évolutions sera mise à disposition sur www.ca-cotesdarmor.fr à partir du 1er novembre 2009.

• Sur la réclamation :

- Les délais de contestation des opérations de paiement prévus dans vos conventions sont maintenus.
- En tant que débiteur, vous disposez d'un délai de 8 semaines à compter du débit de votre compte pour obtenir le remboursement d'une opération que vous avez autorisée et dont vous contestez le montant. Ce délai est porté à 13 mois maximum pour une opération que vous n'avez pas autorisée.
- En tant que créancier, les remises d'ordres de prélèvements, de TIP, de télé-règlements que vous effectuez sont crédités sauf bonne fin. Elles vous seront définitivement acquises 13 mois après le débit du compte du débiteur. Cette durée est nécessaire pour permettre le remboursement des débiteurs qui effectueraient une réclamation dans les nouveaux délais qui leur sont impartis par la réglementation.

Ces nouvelles mesures s'appliquent à compter du **1^{er} novembre 2009** pour toutes nos conventions relatives aux services de paiements. A l'exception de ces modifications, nos conventions de compte sont maintenues dans l'ensemble de leurs caractéristiques y compris financières.

La poursuite de l'utilisation de vos services de paiements, après cette date, vaudra approbation des modifications présentées dans le présent courrier.

Votre agence reste naturellement à votre disposition pour vous apporter toutes les informations nécessaires.

Le Directeur du Bancaire et de l'Organisation
Fabrice Labernardière

